

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1998-1999

12 NOVEMBRE 1998

Projet de loi portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et le Conseil de Coopération des États arabes du Golfe, signé à Bruxelles le 11 mai 1993

RAPPORT

FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
PAR M. **HATRY**

A. EXPOSÉ INTRODUCTIF DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le projet de loi concerne un accord de siège classique, qui a connu une histoire mouvementée. La dissolution du Parlement à la fin de 1994/début 1995 a empêché sa ratification. Par la suite, il s'est avéré que — du fait de la dernière réforme de l'État — les

Ont participé aux travaux de la commission :

1. Membres effectifs : MM. Vautmans, président; Bourgeois, Devolder, Hostekint, Mme Lizin, MM. Mahoux, Nothomb, Mmes Sémer, Thijs en Willame-Boonen.
2. Membres suppléants : Mme de Bethune, MM. Goris, Happart, Verhofstadt et Hatry, rapporteur.
3. Autres sénateurs : Mme Dardenne et M. Jonckheer.

*Voir:***Document du Sénat:****1-1086 - 1997/1998 :**

N° 1: Projet de loi.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1998-1999

12 NOVEMBER 1998

Wetsontwerp houdende instemming met het Zetelakkoord tussen het Koninkrijk België en de Cooperation Council of the Arab States of the Gulf, ondertekend te Brussel op 11 mei 1993

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE BUITENLANDSE
AANGELEGENHEDEN UITGEBRACHT
DOOR DE HEER **HATRY**

A. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE MINISTER VAN BUITENLANDSE ZAKEN

Het betreft een klassiek zetelakkoord met een bewogen geschiedenis. Eind 1994/aanvang 1995 kon het niet geratificeerd worden wegens de ontbinding van de Kamers. Nadien is gebleken dat — door de recente staatshervorming — zetelakkoorden

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de heren Vautmans, voorzitter; Bourgeois, Devolder, Hostekint, mevrouw Lizin, de heren Mahoux, Nothomb, de dames Sémer, Thijs en Willame-Boonen.
2. Plaatsvervangers : mevrouw de Bethune, de heren Goris, Happart, Verhofstadt en Hatry, rapporteur.
3. Andere senatoren : mevrouw Dardenne en de heer Jonckheer.

*Zie:***Gedr. St. van de Senaat:****1-1086 - 1997/1998 :**

Nr. 1: Wetsontwerp.

accords de siège étaient des traités mixtes. On en est donc revenu à la case « départ ».

Depuis, l'accord a été ratifié par la Communauté germanophone, par la Région wallonne et par le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale. Il était dès lors temps de le ratifier également au niveau fédéral.

Il s'agit en l'espèce d'un accord de siège classique, similaire aux dizaines d'autres accords que notre pays a conclus avec des institutions internationales.

Le projet de loi prévoit d'appliquer rétroactivement l'accord de siège à partir du 11 mai 1993, soit la date à laquelle le Conseil de coopération des États arabes du Golfe a été installé en Belgique.

Cette application rétroactive vise à permettre au chef de la délégation, à son adjoint ainsi qu'aux autres membres du Conseil de coopération des États arabes du Golfe de jouir des privilèges et immunités qui sont attachés à leur statut et ce, à partir de leur entrée en fonction sur le territoire belge.

En conclusion, le ministre dit quelques mots sur le Conseil de coopération des États arabes du Golfe.

Celui-ci regroupe six pays (Arabie Saoudite, Qatar, Oman, Bahreïn, Koweït et les Émirats). Créé en 1981, le Conseil avait pour objectif principal de mettre en place un système de sécurité dans la région du golfe Persique. À l'époque, ces monarchies conservatrices étaient confrontées à deux voisins surarmés qui se faisaient la guerre (l'Irak et l'Iran) et elles se sentaient menacées. Avec le temps, le CCG a acquis une dimension économique. Il souhaite ainsi conclure un accord de libre-échange avec l'Union européenne. Celle-ci y est disposée, à la condition que les pays du CCG forment d'abord une union douanière, ce qui est particulièrement difficile. Le CCG est un partenaire commercial important pour notre pays. Les exportations belges vers les États membres du Conseil représentent quelque 40 milliards de francs.

La conclusion d'un accord de libre-échange avec l'EU favorisera nos exportations, mais elle présente également un risque pour notre industrie pétrochimique. C'est pourquoi les négociations entre l'UE et le CCG seront difficiles.

B. DISCUSSION

Au nom de son parti et comme déjà signalé dans le passé, un membre admet difficilement le caractère rétroactif avec effet au 11 mai 1993 de cet accord de siège. Dans son avis du 28 juillet 1997, le Conseil d'État a également critiqué le principe de rétroactivité. De plus, comment se fait-il que l'application rétroactive n'ait pas été prévue ni dans les décrets du Conseil régional wallon du 30 mars 1995 et du Conseil de la Communauté germanophone du 18 avril

gemengde verdragen zijn. Dit betekende terug naar « af ».

Inmiddels is het akkoord geratificeerd door de Duitstalige Gemeenschap, door het Waalse Gewest en door de Brusselse Hoofdstedelijke Raad. Het werd dan ook tijd dat eveneens op federaal niveau tot ratificatie wordt overgegaan.

Het betreft hier een klassiek zetelakkoord zoals ons land er tientallen heeft afgesloten met internationale instellingen.

Een retroactieve toepassing van het Zetelakkoord is voorzien vanaf 11 mei 1993, het ogenblik waarop de vertegenwoordiging van de Cooperation Council of the Arab States of the Gulf werd geïnstalleerd in België.

Door de retroactieve toepassing genieten het hoofd van de delegatie, zijn adjunct en andere leden van de Cooperation Council of the Arab States of the Gulf de privileges en immuniteten, eigen aan hun statuut, vanaf hun indiensttreding op het Belgische territorium.

Tot slot nog een woord over de « Cooperation Council of the Arab States of the Gulf ».

Deze bestaat uit 6 landen (Saudi-Arabië, Qatar, Oman, Bahrein, Koeweït en de Emiraten). De oprichting dateert van 1981. Het hoofddoel is de instelling van een veiligheidssysteem in de Golf-regio. De conservatieve monarchieën van de Golf werden toen geconfronteerd met twee overbepaalde bureaus die met elkaar in oorlog waren (Irak en Iran) en voelden zich bedreigd. Geleidelijk aan heeft de CCG ook een economische dimensie gekregen. Zo wil de CCG met de EU een vrijhandelsakkoord afsluiten. Aan EU-kant is men hiertoe bereid op voorwaarde dat de CCG-landen eerst onder elkaar een douane-unie vormen, wat bijzonder moeilijk ligt. De CCG vormen zeker geen onbelangrijke handelspartners voor ons land. Samen zijn zij goed voor zo'n 40 miljard Belgische export.

De afsluiting van een vrijhandelsakkoord met de EU zal onze export ten goede komen doch houdt ook een zeker gevaar in voor onze petrochemische nijverheid. De negotiaties van het EU-CCG akkoord zullen dan ook niet gemakkelijk zijn.

B. BESPREKING

Namens zijn partij, en zoals hij reeds eerder heeft gezegd, verklaart een lid moeilijk te kunnen aanvaarden dat dit Zetelakkoord terugwerkt tot 11 mei 1993. In zijn advies van 28 juli 1997 had ook de Raad van State kritiek op het beginsel van de terugwerking. Hoe is het dan bovendien mogelijk dat de terugwerking niet vermeld staat noch in de decreten van de Waalse Gewestraad van 30 maart 1995 en van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap van 18 april

1995 ni dans l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 avril 1995.

Le ministre regrette le problème mais rappelle qu'en raison de la dissolution du Parlement l'accord n'a pu être ratifié fin 1994/début 1995. Par la suite, en raison de la réforme de l'État, il a fallu reprendre la procédure *ab initio*, ce qui explique que le projet d'accord ne soit soumis à ratification que plus de cinq ans après sa conclusion.

Un autre membre intervient également sur la question de la rétroactivité.

Le membre renvoie au projet de loi portant dispositions dérogatoires au Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'exécution de l'accord de siège entre le Royaume de Belgique et le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, signé à Bruxelles le 26 avril 1993 (doc. Sénat, n° 1-813/1 à 4). Un amendement à ce projet de loi a été adopté au Sénat pour ramener à cinq ans l'effet rétroactif de l'application des intérêts moratoires. La Chambre a cependant rétabli la période de rétroactivité initialement proposée.

Ce sont d'ailleurs deux commissions différentes (Finances au Sénat, Affaires étrangères à la Chambre), ainsi que deux ministres différents (Finances et Affaires étrangères), qui ont traité cette loi sur le siège des ACP dans les deux assemblées fédérales, avec un résultat très singulier. Le délai de cinq ans introduit par la commission des Finances du Sénat correspond à la prescription pour les particuliers en cas de créance de ce type, alors que la Chambre des représentants a établi une rétroactivité de l'exonération de plus de vingt ans !

Le délai appliqué dans le présent projet ne paraît dès lors pas excessif à ce membre. Les opérations passées depuis le 11 mai 1993 et pour lesquelles l'immunité ou une exonération seraient invoquées restent contrôlables et nécessitent la production de pièces justificatives. Par ailleurs, la non-stipulation de la rétroactivité dans les décrets du Conseil régional wallon et de la Communauté germanophone ou dans l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale ne pose pas problème puisque les mesures (principalement fiscales) sont de la compétence de l'État fédéral.

L'intervenant s'interroge sur les perspectives d'intégration économique entre les États membres du Conseil de Coopération des États arabes du Golfe. Ce Conseil a été institué en 1981 comme une première étape vers la mise en place d'une véritable Communauté économique entre ses membres. Ces pays demandent aux États membres de l'Union européenne de constituer avec eux une Union douanière ou au moins une zone de libre-échange, alors qu'ils n'arrivent même pas, entre eux, à se mettre d'accord

1995, noch in de verordening van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 13 april 1995 ?

De minister verklaart die toestand te betreuren doch wijst erop dat het Zetelakkoord eind 1994/begin 1995 niet kon worden bekrachtigd wegens de ontbinding van het Parlement. Nadien heeft men de procedure volledig moeten overdoen wegens de staatshervorming. Dat verklaart waarom het ontwerpakkoord eerst vijf jaar na het afsluiten ter bekrachtiging wordt voorgelegd.

Ook een ander lid spitst zijn betoog toe op de kwestie van de terugwerking.

Het lid verwijst naar het wetsontwerp houdende afwijkende bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat betreft de invoering van het Zetelakkoord tussen het Koninkrijk België en de groep van Staten in Afrika, het Caraïbisch gebied en de Stille Zuidzee, ondertekend te Brussel op 26 april 1993 (Stuk Senaat, nr. 1-813/1 tot 4). In de Senaat werd een amendement aangenomen om de terugwerkende kracht van de toepassing van moratoriumintresten tot vijf jaar te herleiden. De Kamer heeft de oorspronkelijke termijn van retroactiviteit echter opnieuw ingevoerd.

Deze wet betreffende het Zetelakkoord met de ACS-landen is door twee verschillende commissies (Financiën in de Senaat en Buitenlandse Zaken in de Kamer) en door twee ministers (Financiën en Buitenlandse Zaken) behandeld, met opmerkelijk resultaat. De termijn van vijf jaar ingevoerd door de Senaatscommissie voor Financiën komt overeen met de verjaringstermijn die geldt voor particulieren bij dit soort schulden. De Kamer van volksvertegenwoordigers daarentegen verleent aan de vrijstelling een terugwerkende kracht van meer dan twintig jaar !

De termijn waarin het voorliggende ontwerp voorziet, lijkt volgens dit lid bijgevolg niet te lang. De verichtingen na 11 mei 1993 waarvoor de immunititeit of een vrijstelling wordt gevraagd, blijven voor controle vatbaar en vereisen de voorlegging van bewijsstukken. Overigens ontstaan er geen problemen door het feit dat de decreten van de Waalse Gewestraad en van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap noch de verordening van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad niet voorzien in terugwerking omdat de federale Staat bevoegd is voor de in hoofdzaak fiscale maatregelen.

Spreker heeft nog vragen bij de perspectieven van economische integratie tussen de lidstaten van de «Cooperation Council of the Arab States of the Gulf». Deze Raad werd in 1981 opgericht als een eerste stap tot de oprichting van een volwaardige Economische Gemeenschap voor haar lidstaten. Deze landen verzoeken de leden van de Europese Unie een douane-unie of op z'n minst vrijhandelszone op te richten ofschoon zij er zelfs onderling niet in slagen een vrijhandelszone of een douane-unie op te richten.

sur une zone de libre-échange ou une Union douanière. L'Union européenne est prête à faire des concessions par rapport à une zone de libre-échange intégrale, pour permettre l'industrialisation des pays du Golfe qui pourraient appliquer des tarifs protecteurs pour de nouvelles industries. Le moins que l'on puisse demander est pourtant que ces pays s'appliquent entre eux le régime douanier qu'ils demandent à l'Union européenne de leur appliquer. Où en est-on à l'heure actuelle ?

Le ministre partage l'analyse du membre et reconnaît que la situation est dans une impasse. Les dernières discussions entre l'UE et le CCG ont eu lieu sous la Présidence luxembourgeoise en 1997 mais n'ont abouti à aucun résultat.

C. VOTES

Les articles 1, 2 et 3 ainsi que l'ensemble du projet de loi ont été adoptés par 6 voix et 2 abstentions.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 9 membres présents.

Le rapporteur,
Paul HATRY.

Le président,
Valère VAUTMANS.

De Europese Unie is bereid toegevingen te doen in verband met een integrale vrijhandelszone om de industrialisering in de Golflanden te bevorderen, die beschermende tarieven kunnen opleggen aan nieuwe industrieën. Het minste dat men kan verwachten is dan wel dat deze landen onderling het douanestelsel hanteren, waarvan ze willen dat de Europese Unie het op hen toepast. Hoeven staan we op dat vlak ?

De minister is het eens met de analyse van het lid en geeft toe dat de zaak in het slop zit. De leden van de Cooperation Council of the Arab States of the Gulf » moeten dringend een douane-unie oprichten. Zo niet, dan kan van een vrijhandelsakkoord tussen de EU en de CCG geen sprake zijn.

C. STEMMINGEN

De artikelen 1, 2 en 3 alsook het wetsontwerp in zijn geheel worden aangenomen met 6 stemmen bij 2 onthoudingen.

Dit verslag is eenparig goedgekeurd door de 9 aanwezige leden.

De rapporteur,
Paul HATRY.

De voorzitter,
Valère VAUTMANS.